

- 2° nouvelles installations de biogaz dont la puissance nominale brute est supérieure à 10 kWe et inférieure ou égale à 5 MWe, démarrant à partir du 1^{er} avril 2018 :
- a) pour la fermentation de flux de lisier et/ou autres flux liés à l'agriculture et à l'horticulture ou d'autres substances ou déchets organo-biologiques, à l'exclusion des :
 - 1° installations de biogaz fonctionnant sur du gaz de décharge ;
 - 2° installations de biogaz dans lesquelles les eaux usées, les boues d'épuration d'eaux usées, les eaux d'égouts ou les boues d'épuration d'eaux d'égouts sont fermentées ;
 - 3° installations de biogaz pour la fermentation de déchets verts auprès d'une installation de compostage existante,
 subdivisés en une sous-catégorie
 - 1) où le projet prévoit la participation citoyenne : le facteur de banding s'élève à 0,800 ;
 - 2) d'autres projets : le facteur de banding s'élève à 0,800 ;
 - b) pour la fermentation de déchets verts auprès d'une installation de compostage existante :
 - 1) où le projet prévoit la participation citoyenne : le facteur de banding s'élève à 0,800 ;
 - 2) d'autres projets : le facteur de banding s'élève à 0,800 ;
- 3° nouvelles installations de biogaz ayant une puissance nominale brute supérieure à 5 MWe jusqu'à 20 MWe inclus et démarrant à partir du 1^{er} avril 2018, pour la fermentation de flux de lisier et/ou flux liés à l'agriculture et à l'horticulture ou d'autres substances ou déchets organo-biologiques, à l'exclusion des :
- a) installations de biogaz fonctionnant sur du gaz de décharge ;
 - b) installations de biogaz dans lesquelles les eaux usées, les boues d'épuration d'eaux usées, les eaux d'égouts ou les boues d'épuration d'eaux d'égouts sont fermentées ;
 - c) installations de biogaz pour la fermentation de déchets verts auprès d'une installation de compostage existante,
- subdivisés en une sous-catégorie
- 1) où le projet prévoit la participation citoyenne : le facteur de banding s'élève à 0,800 ;
 - 2) d'autres projets : le facteur de banding s'élève à 0,800 ;
- 4° nouvelles installations de combustion de biomasse solide ayant une puissance nominale brute supérieure à 10 kWe et inférieure ou égale à 20 MWe et démarrant à partir du 1^{er} avril 2018 ;
- 1) où le projet prévoit la participation citoyenne : le facteur de banding s'élève à 0,800 ;
 - 2) d'autres projets : le facteur de banding s'élève à 0,800 ;
- 5° nouvelles installations de combustion de biomasse liquide ayant une puissance nominale brute supérieure à 10 kWe et inférieure ou égale à 20 MWe et démarrant à partir du 1^{er} avril 2018 ;
- 1) où le projet prévoit la participation citoyenne : le facteur de banding s'élève à 0,800 ;
 - 2) d'autres projets : le facteur de banding s'élève à 0,800 ;
- 6° nouvelles installations de combustion de déchets de biomasse ayant une puissance nominale brute supérieure à 10 kWe et inférieure ou égale à 20 MWe et démarrant à partir du 1^{er} avril 2018 ;
- 1) où le projet prévoit la participation citoyenne : le facteur de banding s'élève à 0,800 ;
 - 2) d'autres projets : le facteur de banding s'élève à 0,800.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication et au plus tard le 1^{er} avril 2018.

Bruxelles, le 1^{er} mars 2018.

Le Ministre flamand du Budget, des Finances et de l'Énergie,
B. TOMMELEIN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2018/11265]

1^{er} FEVRIER 2018. — Décret concernant certains aspects de la comptabilité des Centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française, du Centre technique et pédagogique de la Communauté française et du Centre technique de la Communauté française de Strée et Gembloux

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE 1. — Dispositions relatives à certains aspects de la comptabilité des Centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française, et d'autres Centres techniques de la Communauté française

1.1. - Chapitre I - Modifications du cadre du Centre technique et pédagogique de l'enseignement de la Communauté française

Article 1^{er}. A l'article 6, 5° de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 avril 1995 portant création d'un Centre technique et pédagogique de l'enseignement de la Communauté française, modifié par le décret du 20 décembre 2001, après les mots « Premier secrétaire comptable ou secrétaire comptable chargé de la comptabilité », sont ajoutés les mots « ou comptable ».

Art. 2. Dans l'arrêté du 7 avril 1995 précité, est ajouté un article 18^{sexies} libellé comme suit :

« Article 18^{sexies}. – Le remplacement définitif ou temporaire du membre du personnel repris sous la rubrique « Premier secrétaire comptable ou secrétaire comptable chargé de la comptabilité ou comptable » s'opère en principe prioritairement à titre définitif, par admission au stage ou à titre temporaire dans le cadre de la fonction de comptable au sens de l'article 17, § 1^{er}, 1^o, f), du décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française. »

Art. 3. Dans l'arrêté du 7 avril 1995 précité, entre les articles 23 et 24, est inséré un chapitre III intitulé « Dispositions transitoires ».

Art. 4. Dans le chapitre III de l'arrêté du 7 avril 1995 précité, est ajouté un article 23^{bis} libellé comme suit :

« Article 23^{bis}. – Un membre du personnel ne peut être recruté dans un emploi de la fonction de comptable visée à l'article 17, § 1^{er}, 1^o, f), du décret du 12 mai 2004 précité qu'à partir du moment où le membre du personnel désigné à titre temporaire, en qualité de stagiaire ou nommé à titre définitif à la fonction de Premier secrétaire comptable ou de secrétaire comptable chargé de la comptabilité au sein de cet établissement cesse définitivement l'exercice de ses fonctions. »

1.2. - Chapitre II : Modifications du cadre du Centre d'autoformation et de formation continuée de l'enseignement de la Communauté française

Art. 5. A l'article 6, 3^o, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 avril 1995 portant création d'un Centre d'autoformation et de formation continuée de l'enseignement de la Communauté française, après les mots « Administrateur secrétaire ou premier secrétaire comptable ou secrétaire comptable chargé de la comptabilité », sont ajoutés les mots « ou comptable ».

Art. 6. Dans l'arrêté du 7 avril 1995 précité, est ajouté un article 14^{ter} libellé comme suit :

« Article 14^{ter}. – Le remplacement définitif ou temporaire du membre du personnel repris sous la rubrique « Administrateur secrétaire ou premier secrétaire comptable ou secrétaire comptable chargé de la comptabilité ou comptable » s'opère en principe prioritairement à titre définitif, par admission au stage ou à titre temporaire dans le cadre de la fonction de comptable au sens de l'article 17, § 1^{er}, 1^o, f), du décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française. »

Art. 7. Dans l'arrêté du 7 avril 1995 précité, entre les articles 17^{bis} et 18 est inséré un chapitre III intitulé « Dispositions transitoires ».

Art. 8. Dans le chapitre III de l'arrêté du 7 avril 1995 précité, est ajouté un article 17^{ter} libellé comme suit :

« Article 17^{ter}. – Un membre du personnel ne peut être recruté dans un emploi de la fonction de comptable visée à l'article 17, § 1^{er}, 1^o, f), du décret du 12 mai 2004 précité qu'à partir du moment où le membre du personnel désigné à titre temporaire, en qualité de stagiaire ou nommé à titre définitif à la fonction d'administrateur secrétaire ou premier secrétaire comptable ou secrétaire comptable chargé de la comptabilité au sein de cet établissement cesse définitivement l'exercice de ses fonctions. »

1.3. - Chapitre III : Modifications du cadre des Centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française

Art. 9. A l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 août 1996 créant des Centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française, remplacé par le décret du 20 décembre 2001, les modifications suivantes sont apportées :

- au 1^o, c), après les mots « Correspondant-comptable » sont insérés les mots « ou comptable »;
- au 2^o, c), après les mots « Correspondant-comptable », sont insérés les mots « ou comptable »;
- au 3^o, e), après les mots « Correspondant-comptable », sont insérés les mots « ou comptable »;
- au 4^o, d), après les mots « Correspondant-comptable », sont insérés les mots « ou comptable »;
- au 5^o, d), après les mots « Correspondant-comptable », sont insérés les mots « ou comptable »;
- au 6^o, c), après les mots « Correspondant-comptable », sont insérés les mots « ou comptable »;
- au 7^o, d), après les mots « Correspondant-comptable », sont insérés les mots « ou comptable »;
- au 8^o, d), après les mots « Correspondant-comptable », sont insérés les mots « ou comptable »;
- au 9^o, c), après les mots « Correspondant-comptable », sont insérés les mots « ou comptable »;
- au 10^o, d), après les mots « Correspondant-comptable », sont insérés les mots « ou comptable ».

Art. 10. Dans l'arrêté du 30 août 1996 précité, est ajouté un article 8^{septies} libellé comme suit :

« Article 8^{septies}. – § 1^{er}. Tout remplacement définitif ou temporaire d'un membre du personnel repris sous la rubrique « correspondant-comptable ou comptable » s'opère en principe prioritairement à titre définitif, par admission au stage ou à titre temporaire dans le cadre de la fonction de comptable au sens de l'article 17, § 1^{er}, 1^o, f), du décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française.

§ 2. Toutefois, avant toute désignation à titre temporaire d'un membre du personnel en qualité de comptable, les emplois de correspondant-comptable ou de comptable visés à l'article 8 doivent, le cas échéant, être utilisés dans le cadre des opérations statutaires intervenant dans l'ordre suivant :

- 1^o Réaffectation ou rappel à l'activité de service des correspondants-comptables et des comptables en vertu du décret du 12 mai 2004 précité;

- 2° Changement d'affectation des correspondants-comptables et des comptables en vertu du décret du 12 mai 2004 précité;
- 3° Nomination en qualité de correspondant-comptable par application du décret du 12 mai 2004 précité;
- 4° Admission au stage en qualité de correspondant-comptable par application du décret du 12 mai 2004 précité;
- 5° Admission au stage en qualité de comptable par application du décret du 12 mai 2004 précité;
- 6° Désignation à titre temporaire d'un correspondant-comptable qui a antérieurement été désigné à titre temporaire ou admis au stage et dont l'emploi a été supprimé pour autant que, outre les conditions visées à l'article 26 du décret du 12 mai 2004 précité, il n'ait pas fait l'objet d'un licenciement ou démissionné volontairement de ses fonctions.

§ 3. Les changements d'affectation visés au § 2 ne peuvent être accordés dans des emplois occupés par des membres du personnel admis au stage.

Tout comptable qui aurait été désigné dans un emploi avant que les opérations statutaires visées au § 2, 1° à 6°, aient été réalisées dans le cadre du calendrier qui leur est applicable en vertu des dispositions statutaires, voit sa désignation prendre fin si l'emploi est utilisé dans le cadre de ces opérations. »

Art. 11. Le chapitre VII de l'arrêté du 30 août 1996 précité est renuméroté comme suit : « CHAPITRE VIII ».

Art. 12. L'article 23 de l'arrêté du 30 août 1996 précité est renuméroté comme suit : « article 26 ».

Art. 13. L'article 24 de l'arrêté du 30 août 1996 précité est renuméroté comme suit : « article 27 ».

Art. 14. Dans l'arrêté du 30 août 1996 précité, après l'article 22*bis*, est inséré un chapitre VII intitulé « Dispositions transitoires ».

Art. 15. Dans le chapitre VII de l'arrêté du 30 août 1996 précité, est ajouté un article 23 libellé comme suit :

« Article 23. – Un membre du personnel ne peut être recruté, au sein d'un établissement, dans un emploi de la fonction de comptable visée à l'article 17, § 1^{er}, 1^o, f), du décret du 12 mai 2004 précité qu'à partir du moment où le membre du personnel désigné à titre temporaire, en qualité de stagiaire, ou nommé à titre définitif à la fonction de correspondant-comptable au sein de cet établissement cesse définitivement l'exercice de ses fonctions. »

Art. 16. Dans le chapitre VII de l'arrêté du 30 août 1996 précité, est ajouté un article 24 libellé comme suit :

« Article 24. – § 1^{er}. Les correspondants-comptables nommés à titre définitif avant le 1^{er} septembre 2018 restent nommés à titre définitif dans cette fonction et poursuivent leur carrière conformément aux dispositions antérieures.

§ 2. Toutefois, le correspondant-comptable nommé à titre définitif qui a le titre requis prévu à l'article 18, point 4, du décret du 12 mai 2004 précité est nommé dans la fonction de comptable le premier jour du mois qui suit le 1^{er} septembre 2018 et reste affecté dans l'établissement où il est en fonction.

Le correspondant-comptable désigné à titre temporaire qui a le titre requis prévu à l'article 18, point 4, du décret du 12 mai 2004 précité est désigné dans la fonction de comptable le premier jour du mois qui suit le 1^{er} septembre 2018. Les services prestés antérieurement en qualité de correspondant-comptable sont assimilés à des services rendus dans la fonction de comptable. »

Art. 17. Dans le chapitre VII de l'arrêté du 30 août 1996 précité, est ajouté un article 25 libellé comme suit :

« Article 25. – Par dérogation à l'article 39, 5^o, du décret du 12 mai 2004 précité, le membre du personnel nommé à titre définitif à la fonction de correspondant-comptable est nommé à titre définitif à la fonction de comptable à la date à laquelle il réussit l'épreuve de recrutement relative à la fonction de comptable organisée en vertu de l'article 43, § 1^{er}, du décret du 12 mai 2004 précité, et reste affecté dans le même établissement.

Pour l'application du présent article, le membre du personnel nommé à titre définitif à la fonction de correspondant-comptable peut s'inscrire à l'épreuve de recrutement relative à la fonction de comptable organisée en vertu de l'article 43, § 1^{er}, du décret du 12 mai 2004 précité, par dérogation à l'article 39, alinéa 2, du même décret. »

1.4. - Chapitre IV - Modification du cadre du Centre des Technologies agronomiques de l'enseignement de la Communauté française

Art. 18. A l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 novembre 2001 portant création d'un Centre des Technologies agronomiques de l'enseignement de la Communauté française les modifications suivantes sont apportées :

— Au § 1^{er}, 1^o, le mot « comptable » est inséré entre les mots « Personnel administratif » et les mots « : 1 équivalent temps plein »;

— Le § 1^{er} est complété par 3 alinéas rédigés comme suit :

« Le personnel administratif comptable assure également les autres tâches administratives du Centre.

Le présent article entre en vigueur à partir du moment où le membre du personnel nommé à titre définitif à la fonction de rédacteur au sein de cet établissement y cesse définitivement l'exercice de ses fonctions.

Dans l'attente de la cessation définitive des fonctions du membre du personnel visé à l'alinéa précédent au sein dudit établissement, le cadre du personnel administratif sera maintenu à un équivalent temps plein, soit un rédacteur. »

Art. 19. A l'article 9 de l'arrêté du 8 novembre 2001 précité, les mots « tant que le personnel administratif du Centre ne comporte pas de comptable. » sont ajoutés après les mots « la Haute Ecole Charlemagne ».

1.5. - Chapitre V : Modifications du cadre du Centre technique de la Communauté française de Gembloux

Art. 20. A l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 novembre 2001 portant création d'un Centre technique horticole de l'enseignement de la Communauté française à Gembloux, modifié par le décret du 19 décembre 2002, le 1^o est remplacé par ce qui suit :

« 1^o Personnel administratif : deux équivalents temps plein : un rédacteur et un comptable; »

Art. 21. Dans l'arrêté du 22 novembre 2001 précité, après l'article 12, est ajouté un article 12*bis* libellé comme suit :

« Article 12*bis*. – Un membre du personnel ne peut être recruté au sein du Centre dans un emploi de la fonction de comptable visée à l'article 17, § 1^{er}, 1^o, f), du décret du 12 mai 2004 précité qu'à partir du moment où l'un des deux membres du personnel désigné à titre temporaire, en qualité de stagiaire, ou nommé à titre définitif à la fonction de rédacteur au sein de cet établissement cesse définitivement l'exercice de ses fonctions.

Dans l'attente de la cessation définitive des fonctions de l'un des deux membres du personnel visés à l'alinéa précédent, le cadre du personnel administratif est maintenu à deux équivalents temps plein, soit deux rédacteurs. »

1.6. - Chapitre VI : Dispositions modifiant le décret du 30 avril 2009 concernant la comptabilité des écoles et l'accès à certaines fonctions de sélection et de promotion

Art. 22. Au § 2 de l'article 7 du décret du 30 avril 2009 concernant la comptabilité des écoles et l'accès à certaines fonctions de sélection et de promotion, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le Président de la Commission interzonale et les Présidents des Commissions zonales prévues par l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité communiquent les informations nécessaires à l'application du présent article au Président de la Commission interzonale et aux Présidents des Commissions zonales du personnel administratif prévues par le décret du 12 mai 2004 précité ».

Art. 23. A l'alinéa 2 de l'article 28 du décret du 30 avril 2009 précité, les mots « à la date de l'entrée en vigueur du présent décret » sont supprimés.

TITRE 2. — *Entrée en vigueur*

Art. 24. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2018.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 1^{er} février 2018.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse,
des Droits des femmes et de l'Egalité des chances,
I. SIMONIS

—
Note

Session 2017-2018

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 577-1. – Rapport de commission, n° 577-2 – Texte adopté en séance plénière, n° 577-3

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 31 janvier 2018.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/11265]

1 FEBRUARI 2018. — Decreet betreffende sommige aspecten van de boekhouding van de recreatie- en openluchtcentra van de Franse Gemeenschap, van het technisch-pedagogisch centrum van de Franse Gemeenschap en van het technisch centrum van de Franse Gemeenschap te Strée en Gembloux

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL 1. — *Bepalingen betreffende sommige aspecten van de boekhouding van de recreatie- en openluchtcentra van de Franse Gemeenschap en van de andere technische centra van de Franse Gemeenschap*

1.1. - Hoofdstuk I – Wijziging van de personeelsformatie van het technisch- pedagogisch centrum voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap

Artikel 1. In artikel 6, 5^o van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 april 1995 tot oprichting van een technisch-pedagogisch centrum voor het Onderwijs van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het decreet van 20 december 2001, worden na de woorden « Eerste secretaris-boekhouder of secretaris-boekhouder belast met de boekhouding », de woorden « of boekhouder » toegevoegd.

Art. 2. In het bovenvermelde besluit van 7 april 1995 wordt een artikel 18*sexies* toegevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 18*sexies*. – De definitieve of tijdelijke vervanging van het personeelslid opgenomen in de rubriek « Eerste secretaris-boekhouder of secretaris-boekhouder belast met de boekhouding of boekhouder » gebeurt in principe bij voorkeur in vast verband, bij toelating tot stage of in tijdelijk verband in het kader van het ambt van boekhouder in de zin van artikel 17, § 1, 1^o, f), van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap. »

Art. 3. In het bovenvermelde besluit van 7 april 1995, wordt tussen de artikelen 23 en 24, een hoofdstuk III ingevoegd, luidend als volgt « Overgangsbepalingen ».

Art. 4. In Hoofdstuk III van het bovenvermelde besluit van 7 april 1995, wordt een artikel 23*bis* toegevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 23*bis*. – Een personeelslid kan slechts aangeworven worden in een betrekking van het ambt van boekhouder bedoeld in artikel 17, § 1, 1^o, f), van het bovenvermelde decreet van 12 mei 2004 wanneer het tijdelijk aangesteld personeelslid, als stagedoende of benoemd in vast verband in het ambt van eerste secretaris-boekhouder of secretaris-boekhouder belast met de boekhouding binnen deze inrichting, de uitoefening van zijn ambt definitief stopzet. »

1.2. - Hoofdstuk II : Wijziging van de personeelsformatie van het "Centre d'auto-formation et de formation continue" voor het Onderwijs van de Franse Gemeenschap.

Art. 5. In artikel 6, 3^o, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 april 1995 tot oprichting van een "Centre d'auto-formation et de formation continue" voor het Onderwijs van de Franse Gemeenschap, worden na de woorden «beheerder-secretaris of eerste secretaris-boekhouder of secretaris-boekhouder belast met de boekhouding », de woorden « of boekhouder » toegevoegd.

Art. 6. In het bovenvermelde besluit van 7 april 1995, wordt een artikel 14*ter* toegevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 14*ter*. – De definitieve of tijdelijke vervanging van het personeelslid opgenomen in de rubriek « Beheerder-secretaris of eerste secretaris-boekhouder of secretaris-boekhouder belast met de boekhouding » gebeurt in principe bij voorkeur in vast verband, bij toelating tot stage of in tijdelijk verband in het kader van het ambt van boekhouder in de zin van artikel 17, § 1, 1^o, f), van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap. »

Art. 7. In het bovenvermelde besluit van 7 april 1995, wordt tussen de artikelen 17*bis* en 18 een hoofdstuk III ingevoegd, luidend als volgt « Overgangsbepalingen ».

Art. 8. – In hoofdstuk III van het bovenvermelde besluit van 7 april 1995 wordt een artikel 17*ter* toegevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 17*ter*. – Een personeelslid kan slechts aangeworven worden in een betrekking van het ambt van boekhouder bedoeld in artikel 17, § 1, 1^o, f), van het bovenvermelde decreet van 12 mei 2004 wanneer het tijdelijk aangesteld personeelslid, als stagedoende of benoemd in vast verband in het ambt van bestuurder-secretaris of eerste secretaris-boekhouder of secretaris-boekhouder belast met de boekhouding binnen deze inrichting de uitoefening van zijn ambt definitief stopzet. »

1.3. - Hoofdstuk III : Wijziging van de personeelsformatie van de recreatie- en openluchtcentra van de Franse Gemeenschap

Art. 9. In artikel 8 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 augustus 1996 tot oprichting van recreatie- en openluchtcentra van de Franse Gemeenschap, vervangen bij het decreet van 20 december 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- in 1^o, c), na de woorden « Correspondent-boekhouder » worden de woorden « of boekhouder » ingevoegd;
- in 2^o, c), na de woorden « Correspondent-boekhouder », worden de woorden « of boekhouder » ingevoegd;
- in 3^o, e), na de woorden « Correspondent-boekhouder », worden de woorden « of boekhouder » ingevoegd;
- in 4^o, d), na de woorden « Correspondent-boekhouder », worden de woorden « of boekhouder » ingevoegd;
- in 5^o, d), na de woorden « Correspondent-boekhouder », worden de woorden « of boekhouder » ingevoegd;
- in 6^o, c), na de woorden « Correspondent-boekhouder », worden de woorden « of boekhouder » ingevoegd;
- in 7^o, d), na de woorden « Correspondent-boekhouder », worden de woorden « of boekhouder » ingevoegd;
- in 8^o, d), na de woorden « Correspondent-boekhouder », worden de woorden « of boekhouder » ingevoegd;
- in 9^o, c), na de woorden « Correspondent-boekhouder », worden de woorden « of boekhouder » ingevoegd;
- in 10^o, d), na de woorden « Correspondent-boekhouder », worden de woorden « of boekhouder » ingevoegd.

Art. 10. In het bovenvermelde besluit van 30 augustus 1996 wordt een artikel 8*septies* toegevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 8*septies*. – § 1. Elke definitieve of tijdelijke vervanging van een personeelslid opgenomen in de rubriek « correspondent-boekhouder of boekhouder » gebeurt in principe bij voorkeur in vast verband, bij toelating tot stage of in tijdelijk verband in het kader van het ambt van boekhouder in de zin van artikel 17, § 1, 1^o, f), van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap.

§ 2. Nochtans, vóór elke aanstelling in tijdelijk verband van een personeelslid in de hoedanigheid van boekhouder, moeten de betrekkingen van correspondent-boekhouder of van boekhouder bedoeld in artikel 8, in voorkomend geval, gebruikt worden in het kader van de statutaire operaties die in de volgende volgorde gebeuren :

- 1^o Reaffectatie of terugroeping in actieve dienst van de correspondenten-boekhouders en van de boekhouders overeenkomstig het bovenvermelde decreet van 12 mei 2004;
- 2^o Verandering van affectatie van de correspondenten-boekhouders en van boekhouders overeenkomstig het bovenvermelde decreet van 12 mei 2004;
- 3^o Benoeming als correspondent-boekhouder met toepassing van het bovenvermelde decreet van 12 mei 2004;

- 4° Toelating tot de stage als correspondent-boekhouder met toepassing van het bovenvermelde decreet van 12 mei 2004;
- 5° Toelating tot de stage als boekhouder met toepassing van het bovenvermelde decreet van 12 mei 2004;
- 6° Aanstelling in tijdelijk verband van een correspondent-boekhouder die vroeger in tijdelijk verband aangesteld werd of die tot de stage toegelaten werd en waarvan de betrekking afgeschaft werd voor zover, naast de voorwaarden bedoeld in artikel 26 van het bovenvermelde decreet van 12 mei 2004, hij niet ontslagen werd of zijn ontslag op een vrijwillige basis uit zijn ambt ingediend had.

§ 3. De veranderingen van affectatie bedoeld in § 2 kunnen niet toegekend worden in de betrekkingen bekleed door de personeelsleden die tot de stage toegelaten worden.

Elke boekhouder die in een betrekking aangesteld zou zijn geweest alvorens de statutaire operaties bedoeld in § 2, 1° tot 6°, plaatsgevonden hadden in het kader van de kalender die op hen wordt toegepast overeenkomstig de statutaire bepalingen, zal een einde moeten stellen aan zijn aanstelling als de betrekking in het kader van deze operaties gebruikt wordt. »

Art. 11. Hoofdstuk VII van het bovenvermelde besluit van 30 augustus 1996 krijgt een nieuwe nummering, luidend als volgt : « HOOFDSTUK VIII ».

Art. 12. Artikel 23 van het bovenvermelde besluit van 30 augustus 1996 krijgt een nieuwe nummering, luidend als volgt : « artikel 26 ».

Art. 13. Artikel 24 van het bovenvermelde besluit van 30 augustus 1996 krijgt een nieuwe nummering, luidend als volgt : « artikel 27 ».

Art. 14. In het bovenvermelde besluit van 30 augustus 1996, na artikel 22*bis*, wordt een hoofdstuk VII ingevoegd, luidend als volgt « Overgangsbepalingen ».

Art. 15. In hoofdstuk VII van het bovenvermelde besluit van 30 augustus 1996 wordt een artikel 23 toegevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 23. – Een personeelslid kan slechts aangeworven worden, binnen een inrichting, in een betrekking van het ambt van boekhouder bedoeld in artikel 17, § 1, 1°, f), van het bovenvermelde decreet van 12 mei 2004 wanneer het tijdelijk aangesteld personeelslid, als stagedoende of benoemd in vast verband in het ambt van correspondent-boekhouder binnen deze inrichting de uitoefening van zijn ambt definitief stopzet. »

Art. 16. In hoofdstuk VII van het bovenvermelde besluit van 30 augustus 1996 wordt een artikel 24 toegevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 24. – § 1. De correspondenten-boekhouders die vóór 1 september 2018 in vast verband benoemd worden, blijven in dit ambt in vast verband benoemd en zetten hun loopbaan voort overeenkomstig de vorige bepalingen.

§ 2. Nochtans is de correspondent-boekhouder die in vast verband benoemd wordt en die houder is van het vereiste bekwaamheidsbewijs bedoeld in artikel 18, punt 4, van het bovenvermelde decreet van 12 mei 2004 heeft, in het ambt van boekhouder benoemd en dit de eerste dag van de maand volgend op 1 september 2018 en blijft in de inrichting geaffecteerd waar hij in dienst is.

De correspondent-boekhouder die in tijdelijk verband aangesteld wordt en die houder is van het vereiste bekwaamheidsbewijs bedoeld in artikel 18, punt 4, van het bovenvermelde decreet van 12 mei 2004 heeft, wordt aangesteld in het ambt van boekhouder de eerste dag volgend op 1 september 2018. De diensten die vooraf gepresteerd worden als correspondent-boekhouder worden gelijkgesteld met de diensten gepresteerd in het ambt van boekhouder. »

Art. 17. In hoofdstuk VII van het bovenvermelde besluit van 30 augustus 1996 wordt een artikel 25 toegevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 25. – In afwijking van artikel 39, 5°, van het bovenvermelde decreet van 12 mei 2004 wordt het personeelslid dat in vast verband benoemd is in het ambt van correspondent-boekhouder, in vast verband benoemd in het ambt van boekhouder op de datum waarop hij geslaagd is voor de wervingsproef betreffende het ambt van boekhouder georganiseerd overeenkomstig artikel 43, § 1, van het bovenvermelde decreet van 12 mei 2004, en blijft in dezelfde inrichting geaffecteerd.

Voor de toepassing van dit artikel kan het personeelslid dat in vast verband benoemd wordt in het ambt van correspondent-boekhouder zich inschrijven voor de wervingsproef betreffende het ambt van boekhouder georganiseerd overeenkomstig artikel 43, § 1, van het bovenvermelde decreet van 12 mei 2004, in afwijking van artikel 39, tweede lid, van hetzelfde decreet. »

1.4. - Hoofdstuk IV – Wijziging van de personeelsformatie van het “Centre des Technologies agronomiques” (Centrum voor Landbouwkundige Technologie) van het onderwijs van de Franse Gemeenschap.

Art. 18. In artikel 6 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 november 2001 tot oprichting van een “Centre des Technologies agronomiques” (Centrum voor Landbouwkundige Technologie) van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- In § 1, 1°, wordt het woord « boekhouder » ingevoegd tussen het woord « Bestuurspersoneel » en de woorden « : 1 voltijds equivalent »;
- § 1 wordt aangevuld met 3 leden, luidend als volgt :

« Het boekhoudkundige bestuurspersoneel voert ook de andere administratieve taken van het Centrum uit.

Dit artikel treedt in werking vanaf het ogenblik dat het personeelslid dat in vast verband benoemd is in het ambt van opsteller binnen deze inrichting, de uitoefening van zijn ambt definitief stopzet.

In afwachting van de definitieve stopzetting van het ambt van het personeelslid bedoeld in het vorige lid binnen de betrokken inrichting zal de personeelsformatie van het bestuurspersoneel behouden worden naar rata van één voltijds equivalent, dit wil zeggen een opsteller. »

Art. 19. In artikel 9 van het bovenvermelde besluit van 8 november 2001 worden de woorden « zolang het bestuurspersoneel van het Centrum geen boekhouder telt. » toegevoegd na de woorden « la Haute École Charlemagne ».

1.5. – Hoofdstuk V : Wijziging van de personeelsformatie van het Technisch Tuinbouwcentrum van het Onderwijs van de Franse Gemeenschap in Gembloux.

Art. 20. In artikel 6 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 november 2001 tot oprichting van een Technisch Tuinbouwcentrum van het Onderwijs van de Franse Gemeenschap in Gembloux, gewijzigd bij het decreet van 19 december 2002, wordt 1° vervangen als volgt :

« 1° Bestuurspersoneel : twee voltijdse equivalenten : een opsteller en een boekhouder; »

Art. 21. In het bovenvermelde besluit van 22 november 2001, na artikel 12, wordt een artikel 12*bis* toegevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 12*bis*. – Een personeelslid kan slechts aangeworven worden binnen het Centrum in een betrekking van het ambt van boekhouder bedoeld in artikel 17, § 1, 1°, f), van het bovenvermelde decreet van 12 mei 2004 wanneer één van beide personeelsleden aangesteld in tijdelijk verband, als stagedoende, of benoemd in vast verband in het ambt van opsteller binnen deze inrichting de uitoefening van zijn ambten definitief stopzet.

In afwachting van de definitieve stopzetting van het ambt van één van beide personeelsleden bedoeld in het vorige lid wordt de personeelsformatie van het bestuurspersoneel tot twee voltijdse equivalenten behouden, dit wil zeggen twee opstellers. »

1.6. - Hoofdstuk VI : Bepalingen tot wijziging van het decreet van 30 april 2009 betreffende de comptabiliteit van de scholen en de toegang tot sommige selectieambten en bevorderingsambten

Art. 22. In § 2 van artikel 7 van het decreet van 30 april 2009 betreffende de comptabiliteit van de scholen en de toegang tot sommige selectieambten en bevorderingsambten, wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« De Voorzitter van de Interzonale Commissie en de Voorzitters van de Zonale Commissies bedoeld in het bovenvermelde koninklijk besluit van 22 maart 1969 delen de informatie mee die nodig is voor de toepassing van dit artikel aan de Voorzitter van de Interzonale Commissie en aan de Voorzitters van de Zonale Commissies van het bestuurspersoneel bedoeld in het bovenvermelde decreet van 12 mei 2004 ».

Art. 23. In het tweede lid van artikel 28 van het bovenvermelde decreet van 30 april 2009 worden de woorden « op de datum van inwerkingtreding van dit decreet » geschrapt.

TITEL 2. — *Inwerkingtreding*

Art. 24. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2018.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 1 februari 2018.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuzen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
I. SIMONIS

—
Nota

(1) *Zitting 2017-2018*

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 577-1. Commissieverslag, nr. 577-2.- Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 577-3.

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 31 januari 2018.